

**FORMULAIRE DE SAISINE DU  
REFERENT DEONTOLOGUE –  
Départ dans le privé**

**IDENTIFICATION DE LA COLLECTIVITE DONT RELEVE L'AGENT**

---

**COLLECTIVITE\*** : .....

**ADRESSE** : .....

**TEL\*** : ..... **MAIL\*** : .....

**SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'AGENT CONCERNE\***

---

**NOM** : ..... **PRENOM** : .....

**ADRESSE ELECTRONIQUE**.....

**TEL** : .....

- Titulaire
- Stagiaire
- Contractuel (*préciser public ou privé*) : .....

**CATEGORIE** : ..... **GRADE** : .....

**EMPLOI/POSTE ENVISAGE** : .....

**TEMPS DE TRAVAIL :**

- Temps complet
- Temps non complet : ...../35h
- Temps partiel (*préciser quotité*) : .....%



# Sur la future activité exercée dans le secteur privé ou dans le secteur public concurrentiel

## 1. INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE OU L'ORGANISME

**Nom\*** (ou raison sociale)

.....  
.....  
.....

**Adresse\***

.....  
.....  
.....  
.....

**Téléphone :** .....

**Adresse électronique\***

.....

**Secteur ou branche professionnelle de l'entreprise ou de l'activité**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

L'activité envisagée sera exercée à compter du ...../...../ 20.....

*(A défaut de précision, mentionner la période approximative)*

**Forme sociale de l'entreprise ou de l'activité :**

*(Exemple : auto-entreprise, SARL, SAS, activité libérale, VDI (vendeur à domicile indépendant), entreprise individuelle, association, etc.)*

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**2. QUELLES SERONT LES FONCTIONS OU L'ACTIVITÉ EXERCÉE PAR L'AGENT ?  
(DESCRIPTION DÉTAILLÉE)**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....



## Informations générales – Vos données personnelles transmises

Les données personnelles collectées dans ce formulaire sont utilisées pour pouvoir répondre aux collectivités qui sollicitent des conseils concernant le respect des obligations et des principes déontologiques de leurs agents souhaitant cesser temporairement ou définitivement leurs fonctions pour exercer une activité dans le secteur privé.

**La saisine du référent déontologue est mis en œuvre pour répondre aux exigences de l'article L. 124-4 du code général de la fonction publique et du décret n°2020-69 du 30 janvier 2020.**

Le traitement des données est confidentiel, à destination du référent déontologue qui accusera réception de cette demande dans un délai maximum de deux semaines.

Les données ne sont pas conservées au-delà de la durée nécessaire à l'instruction des saisines et aux obligations légales et réglementaires :

- En cas de saisine irrecevable : les données transmises sont immédiatement détruites après information de l'agent de l'irrecevabilité de sa saisine.
- En cas de saisine recevable : les données transmises sont détruites et l'avis anonymisé, dans un délai de deux mois à compter de l'avis rendu par le référent déontologue.

Seuls les avis, après anonymisation, sont conservés par le service du référent déontologue et publiés sur le site internet : <http://www.deontologue-alsace-belfort.fr>

Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD) vous disposez de différents droits (accès, rectification, effacement, etc) sur vos données. Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse suivante :

**Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Bas-Rhin  
A l'attention du chargé de projet RGPD  
1475 BOULEVARD SEBASTIEN BRANT  
Parc d'innovation – CS 40066  
67402 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN CEDEX**

Ou

***rgpd@cdg67.fr***

## **SIGNATURE**

---

Date :

Signature et cachet de l'autorité dont relève l'agent :

## ENVOI

---

**A retourner, accompagné des pièces complémentaires :**

- Par courrier postal, sous pli confidentiel et adressé au référent déontologue :

**Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Bas-Rhin  
A l'attention de l'assistant référent déontologue 67, 68, 90  
1475 BOULEVARD SEBASTIEN BRANT  
Parc d'innovation – CS 40066  
67402 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN CEDEX**

- Ou par mail à l'adresse suivante selon votre département :

***deontologue@cdg67.fr ; deontologue@cdg68.fr ;***

# ANNEXE 1 : APPRÉCIATION DE LA DEMANDE D'EXERCICE D'UNE ACTIVITÉ PRIVÉE

## I. Application de l'article 432-13 du code pénal :

Le demandeur a-t-il été chargé, au cours des trois années précédant le début de son activité privée, en raison de ses fonctions :

- De la surveillance ou du contrôle de l'entreprise ou de l'organisme dans lequel il souhaite travailler  
 OUI       NON
  
- De la conclusion de contrats ou de la formulation d'un avis sur de tels contrats  
 OUI       NON
  
- De proposer directement à l'autorité compétente des décisions relatives à des opérations réalisées par cette entreprise ou cet organisme ou de formuler un avis sur de telles décisions  
 OUI       NON

## II. Application de l'article L. 124-4 du code général de la fonction publique

L'activité envisagée par l'intéressé vous semble-t-elle de nature :

- À compromettre ou mettre en cause le fonctionnement normal du service ?  
 OUI       NON       C'EST POSSIBLE
  
- À compromettre ou mettre en cause l'indépendance ou la neutralité du service ?  
 OUI       NON       C'EST POSSIBLE
  
- À méconnaître un principe déontologique mentionné au Chapitre 1<sup>er</sup> du Titre II du code général de la fonction publique (dignité, impartialité, intégrité, probité ...) ?  
 OUI       NON       C'EST POSSIBLE

**III. Observations particulières (notamment pour justifier l'appréciation "c'est possible")**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Fait à :..... Le :...../...../20.....

Signature et cachet de l'autorité dont relève l'agent :